

Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle

Province de l'Ituri, Territoire de Djugu

Groupement Loga

Localités de Dhenda, Mandro, Mbulo, Loga, Tsalaka, Tchumbu/Kparnganza, Bau et Dheu

Zone de Santé Lita
Aire de santé Loga
Secteur de Walendu Tatsi

Période de l'Evaluation Multisectorielle : Le 29 août 2019

Date du rapport : le 21 septembre 2019

Pour plus d'information, Contactez :

- Balthazar Ainda, AHAO, 0814831863, ainda@un.org, OCHA

- Moise Muhindo, Chef de Sous Bureau a.i., 0824158206, moise.muhindo@fao.org, FAO

- Moustapha Mahamidou, Protection Associate Officer, 0820525540, mahamidm@unhcr.org, HCR

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	• Conflit • Mouvements de population		
Date du début de la crise :	15 mai 2019	Date de confirmation de l'alerte :	21 août 2019
Code EH-tools	3053		

Si conflit :**Description du conflit**

L'assassinat de 4 commerçants de la communauté Lendu en date 10 de juin 2019 aux alentours de 9heure du matin dans le village de Kpatakpata sur l'axe Kobu, est considéré comme la cause immédiate des actes de violences liées aux attaques de plusieurs villages par les assaillants de la communauté Lendu dénommé CODECO. On a enregistré des incendies des maisons, écoles, des tueries, destruction des champs, pertes de moyens d'existence, coups et blessures graves, etc. Ces incidents ont été amplifiés par les affrontements de mi-juin derniers entre les assaillants présents sur le territoire de Djugu et les éléments FARDC.

Depuis le déclenchement de ces hostilités, environ 9378 personnes déplacées ont été accueillies adans le groupement Loga, dans des localités jugées plus ou moins sécurées. Le Chef de Secteur de Walendu Tatsi, lui aussi, a fui les atrocités qui ont eu lieu au chef-lieu du secteur (MASUMBUKO) où bureaux, maisons et boutiques étaient saccagés et pillés par des hommes armés. Les déplacés seraient venus de localités Gbi, Saliboko, Largu, Dudu, Mindju, Penyi, Ghathe, Lomande, Ledhe, Bekwa, Ndatule...

La majorité des ménages vivent dans des familles d'accueil aux villages et périphéries de Tsalaka, Tchumbu/Kparanganza, Loga village, Mbulo, Dhenda et Mandro, Bau et Dheu.

Malgré des conditions difficiles qu'ils traversent, et sans assistance, plusieurs ménages craignent encore de retourner dans leurs lieux de provenance, estimant que la sécurité n'est pas encore garantie totalement pour leurs permettre de vaquer librement à leurs activités quotidiennes. Cela est dû à la poursuite des opérations FARDC et la persistance des attaques sporadiques des assaillants contre certains villages ainsi que leur présence dans les environs des champs. Ce sont là des facteurs de frein au retour de la plupart des déplacés vers leurs milieux de provenance.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise	Réfugiés/rapatriés	%
Kalanda	-	-	40		
Bau		450	-		
Dheu		300	-		
Dhenda	720	480			40
Mbulo	540	390			41
Mandro		1750			
Tchumbu/Kparanganza		2198			
Loga		374			
Tsalaka		3436			
TOTAL		9378			

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années				
Date	Effectifs	Provenance	Cause	
15 mai au 10 juin 2019	9378	Gobi, Jiro, Kawa, Tsey, Tchey, Dz'lo, Datule, Kalanda	Affrontement entre les hommes armés et les FARDC	
<i>Authorities locales, leaders communautaires, déplacés, communauté locale (autochtones)</i>				
Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Les témoignages des populations lors des échanges dans les groupes de discussions, les informateurs clé et certaines observations directes confirment que les ménages déplacés ont perdu la quasi-totalité de leurs moyens de subsistance suite aux affrontements et déplacements spontanés lors du conflit. Il y a eu destruction/incendie des habitations, pillage des biens, abandons des biens, meurtre, rupture scolaire, rupture de cohésion sociale.			
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : 30 En temps parcouru : 5 heures			
Lieu d'hébergement	- Communautés d'accueil - Sites spontanés			
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Les déplacés manifestent le désir de retourner, mais ils attendent la sécurisation de leurs milieux de provenance. Douze (12) ménages de localités de Mbulo et Dhenda essaient de retourner dans leurs villages d'origine. Un retour timide est observé à Kalanda où 40 personnes sont rentrées, avec le chef de village. Plusieurs déplacés avouent qu'ils n'ont plus d'abris dans leurs villages d'origine, étant donné que leurs maisons ont été brûlées.			
Si épidémie : Le BCZS de Lita ne signale aucun cas de rougeole dans l'AS de Lopa où la mission a été effectuée.				
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Total				
Perspectives d'évolution de l'épidémie	Il y a risque de la propagation des maladies dues aux mains sales et/ou à la consommation de l'eau de ruissellement et sources non aménagées considérées comme eau souillée. Ces déplacés n'ont également pas accès aux latrines hygiéniques. Mais aussi de la malnutrition infantile à cause du manque d'alimentation saine et nutritive.			
Source d'information	BCZS			

1.2 Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Conflit armé, Mouvement de population	EHA, Sécurité alimentaire (agriculture, nutrition), protection, abris et AME	Kalanda, Lita, Loga, Bii, Ngule, Dzadda, Lidhe, Kpandro, Bau,	PPSSP	Autochtones, retournés, déplacés
Conflit armé, Mouvement de population	Prise en charge médicale	Tchumbu, Kparnganza	MEDAIR	Autochtones, retournés, déplacés
Conflit armé, Mouvement de population	Réintégration scolaire, plan d'amélioration école, réhabilitation légère des bâtiments, renforcement des capacités des enseignants, formation des comités de parents sur la bonne gouvernance, protection de l'enfant.			
Sources d'information				

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Informateurs clés, les autorités locales, focus groups, entretien, observations directe, analyse documentaire, interviews, contacts avec les chefs locaux, prise de photos, visites de sources d'eau, centres de santé, écoles, marché et sites de déplacés.
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
Techniques de collecte utilisées	Pour collecter des données sur la situation des déplacés, autochtones et retournés , l'équipe a organisé des réunions avec les informateurs clés en Eau, hygiène et assainissement (Chefs des localités, Infirmiers titulaires), en Education (Directeur d'Ecole, Comité des parents), en Sécurité Alimentaire (Agriculteurs), en Moyen d'Existence (les groupes des déplacés et d'autochtones), et pour les données sanitaires, les autorités de la zone de Santé de Lita , Les chefs de localité, les représentants des jeunes et les déplacés ont fait l'objet d'entretien.
Composition de l'équipe	FAO, CARITAS, TROCAIRE, PPSSP, PAM, APROHDIV, COOPI, HCR, INTERSOS, CDAEM, AVSI, PAD et OCHA

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Protection - Lutte contre l'abandon scolaire des filles - Lutte contre le mariage précoce - 100 ENAS et 100 ES évoqués - Gêne SGBV car « la honte de parler de ce qui pouvait se passer en brousse » - Il a été évoqué une bonne cohabitation pacifique mais tension à cause du manque d'accès à la nourriture. - Cas de protection dans les zones de provenance des PDI - Absence de structure de protection d'enfants et de référencement de cas de protection	- Renforcement des capacités de membres de la communauté en mécanisme de protection de l'enfance. - Faire une analyse des risques et Do No Harm avant d'offrir toute assistance - Nécessité de refaire une évaluation plus approfondie type AGD - Question SGBV à approfondir avec les femmes - Enquête sur enfants séparés et non accompagnés pour vérification. - Nécessité d'établir un dialogue suite à la tension sur l'accès à la nourriture entre les populations déplacées et les communautés hôtes - Commencer à documenter les incidents de protection dans la zone (positionner des animateurs de protection INTERSOS dans la zone) - Renforcer la présence des structures de protection et de référencement dans la zone.	- Enfants déplacés et autochtones - Déplacés et familles d'accueil.
Sécurité alimentaire/vivres - Nombre de repas réduit (un repas non consistant par jour) ; - Faible disponibilité des vivres au sein des ménages déplacés et familles d'accueils ; - Manque d'Activités Génératrices de revenu pour les déplacés ; - Perte des animaux d'élevage. - Perte des récoltes et Semences stockées pour la saison agricole B2019	- Distribuer des vivres ou cash aux ménages déplacés pour assurer l'accès aux vivres ; - Appuyer les ménages déplacés dans la mise en œuvre des AGR (Petits Commerces) ; - Appuyer les ménages déplacés et retournés en intrants agricoles ; - Appuyer les populations cibles en animaux géniteurs de reproduction.	- Déplacés et familles d'accueil vulnérables.
Besoins AME et Abris: - Insuffisance des abris pour les déplacés qui habitent dans des ménages d'accueil ; - Difficulté d'accès aux abris décents : Promiscuité au sein des familles d'accueil ; - Manque de moyens financiers pour améliorer les cadres de vie dans le ménage ; - Perte des AME lors de déplacement	- Distribuer des bâches aux PDI pour construire des abris d'urgence ; - Assister les personnes déplacées et famille d'accueil vulnérables en articles ménagers essentiels au travers des foires aux AME et Cash. - Appui avec kits de construction (bâches, sticks, clous et autres outils) (utiliser le mode de participation communautaire)	Les ménages déplacés et les familles d'accueil vulnérables.

- Besoins de matériels de stockage d'eau, les kits de cuisines, les couvertures et nattes pour les déplacés...		
Education : - Manque de moyens financier pour la scolarisation des enfants déplacés - Manque des fournitures scolaires par les enfants déplacés qui étudient, - Faible scolarisation des filles / abandon pour le mariage et le commerce ; - Réintégration des enfants en rupture scolaire surtout déplacés dans la zone - Manque de moyens financier pour la scolarisation des enfants déplacés - Insuffisance de matériels didactique et récréatifs - Insuffisance des pupitres dans certaines écoles cas par exemple de l'EP Tchumbu qui organise 7 classes a un effectif de 520 soit une moyenne de 74 par classe - Les installations sanitaires nécessitent une réhabilitation légère. Elles sont insuffisantes avec ratio de 65 par porte des latrines - A voir après la rentrée mais salles de classes trop petites par rapport aux nombres d'enfants en âge d'étudier - Les parents ne sont pas sûrs de la gratuité scolaire. - Les enfants ont manqué un examen à cause des tensions en juin. Certains disent qu'ils n'ont pas été inscrits l'année précédente dans les écoles. - Les pillages des écoles (EP MASUMBUKO), pillage de Bureau. ; - Déperdition des élèves suite aux effets de la guerre	- Sensibiliser les parents sur la scolarisation de tous les enfants en générale et de filles en particulie. - Prendre en charge la scolarité des enfants déplacés et leur distribuer les kits scolaires ; - Organiser les cours de récupération et - Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire. - Augmenter le nombre des latrines des classes - Installer les dispositifs de lavage des mains dans les écoles - Réhabilitation des écoles et dotation des équipements ;	Les parents des enfants déplacés, les enfants déplacés déscolarisés et les écoles ayant accueilli les enfants déplacés.
Besoins Eau, hygiène et assainissement : <u>Eau</u> - Sources d'eau distantes de maisons : une heure aller-retour dans certains villages. - Insuffisance des sources aménagées pour obtenir d'eau potable pour de déplacés et familles d'accueil. <u>Assainissement et hygiène</u>	<u>Eau</u> - Apport de l'eau potable d'urgence au travers de la mise en place de points de chloration pré-construction sources ; - Aménagement et/ou réhabilitation des points d'eau après évaluation technique. - Mettre en place plus de points d'eaux	<u>Eau</u> Les ménages déplacés et les familles d'accueil

- Manque d'ouvrages d'assainissement car beaucoup de maisons sans latrines avec défécation à l'air libre - Manque de latrines familiales hygiéniques dans les ménages ; - Latrines quasi inexistantes dans les écoles, postes de santé et besoin d'installation des dispositifs de lavage des mains.	<u>Assainissement et hygiène</u> - Construction des latrines d'urgence et familiales d'urgence ; - Réhabilitation/construction des latrines dans les structures publiques (écoles et postes de santé) ; - Organisation des séances de promotion à l'hygiène. - Distribuer des vivres ou cash aux ménages déplacés pour assurer l'accès aux vivres ; - Mettre en place des ouvrages d'assainissement - Outiller les populations sur les règles d'hygiène, comment utiliser le savon etc. et distribuer les kits hygiéniques	<u>Assainissement et hygiène</u> Les ménages déplacés et les familles d'accueil
Besoins Santé & Nutrition : - Les déplacés accèdent difficilement aux soins parce qu'au centre de santé et poste de santé la priorité est donnée aux personnes pouvant payer les soins. - Les femmes accouchent de fois à la maison et pour le cas de césarienne il faut parcourir 20 km	- Mettre en place une clinique mobile pour les déplacés - Construire des latrines et douches semi durables dans les sites et les structures sanitaires de la zone. -Insuffisance des personnels de Santé et manque de maternité pour accouchement	Toute la population de la zone visitée
Besoins Logistiques : Les routes sont praticables pendant la saison sèche L'accès dans tous les villages est possible Vehicules 4X4	Utiliser les camions 4X4 pour amener l'assistance aux déplacés.	Les autochtones et les déplacés de la zone
Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique		

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	- Selon les leaders communautaires et les déplacés contactés, il n'y a pas de risque d'instrumentalisation de l'aide au sein de la communauté car c'est un besoin. Les déplacés ont constitué une charge dans la communauté. -Néanmoins, en cas d'assistance, l'exclusion des familles d'accueil risquerait d'engendrer des tensions entre la communauté hôte et les ménages déplacés. - La population estime que les Lendu reçoivent que 25% d'assistance comparativement aux Hema, le manque d'équilibre dans la réponse risque d'instrumentaliser l'aide.
---	--

Risque d'accentuation des conflits préexistants	- Possibilité de la poursuite des hommes armés dans la zone par les FARDC. - Toute assistance humanitaire devra respecter les principes de neutralité et d'impartialité et surtout le respecter de do no harm. La population autochtone a accueilli les déplacés et cohabitent sans problème.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	- La Crise a provoqué des déplacements massifs des populations qui, pour la plupart de cas, ont perdu totalement leurs moyens d'existence et d'autres ont abandonné leurs champs et ne peuvent y accéder faute de l'insécurité qui prévaut encore dans les villages de provenances. - Avec augmentation spontané dans la zone d'accueil, les prix des denrées alimentaires et autres articles sur le marché ont sensiblement augmenté de 10 %. Si cette situation persiste le prix sur le marché agricole va continuer à augmenter davantage et cela va impacter négativement sur la sécurité alimentaire des ménages vulnérables ainsi que les familles d'accueils.

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	La ZS de Lita en générale et l'AS de Loga en particulier est accessible par route avec des engins comme Motos, Voitures et gros Véhicules. Toutefois la route jadis aménagée est à un état détérioration avancée faute de la maintenance on y trouve des brousses sur le tronçon Dramani-Lona. Les routes ne sont pas en bon état, particulièrement pendant les saisons de pluies.
---------------------	--

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	Les personnes ont évoqué qu'il n'y pas eu de violences particulières, mais il y a le risque d'affrontements entre les hommes armés et les militaires FARDC. Ces derniers peuvent attaquer les hommes armés de passage au groupement Loga. La Zone évaluée est relativement calme bien que la population craigne encore de faire des travaux champêtres jusque tard après midi. La sécurité y est assurée par la présence des éléments de FARDC et de PNC. Selon les déplacés, et familles d'accueil certaines zones de provenance restent encore insécure. Cela est dû à la poursuite des Opérations FARDC et la persistance des attaques sporadiques des Assaillants contre certains villages. Mindju et Lomande sont deux villages incendiés totalement.
Communication téléphonique	Les Réseaux Téléphoniques (Vodacom et Airtel) couvrent la quasi-totalité de l'Aire de Santé de Loga. Toutefois, le fait que nombreux des habitants de la zone n'ont pas de portables pose un défi ou une difficulté de communication.
Stations de radio	Toutes les radios installées à Bunia balayent la Zone. Les radios les plus écoutées sont, entre autres, la Radio Okapi et la Radio CANDIP.

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non			
Incidents de protection rapportés dans la zone	Il faudrait faire un besoin plus approfondi car mise à part quelques pillages, la distance pour aller chercher de l'eau et le manque d'accès aux latrines, à la nourriture qui les rendent extrêmement vulnérables. Il a été difficile d'évoquer des incidents de Protection particuliers à part la frustration des communautés d'accueil et déplacés face au partage de la nourriture qui entraînait quelques tensions et pourrait contribuer à un manque de cohésion sociale sur le plus long terme. Il a été évoqué quelques cas de pillages et maisons brûlées (5) avec des vols de tous les articles AME lors de la crise en juin 2019 mais rien de plus car observation de gêne dans la communauté ne comprenant pas forcément l'idée de Protection et des incidents. Nécessité de les sensibiliser sur ces questions et d'approfondir en Focus Group Discussion avec approche Age, Genre et Diversité.			
Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Incident du dimanche 25 août 2019 (nuit) vers 22h, une dizaine d'éléments FARDC vêtus en tenue militaire portant les armes ont pillé 20 ménages pour récupérer une arme cachée dans la maison d'un civil détenu au cachot à Largu.	Bau	FARDC	20	Rien n'a été fait pour l'instant mais l'incident documenté par animateurs INTERSOS
Mariage précoce.	Tchumbu	Civil	1	La fille était élève, compte tenu des difficultés liées au déplacement, elle s'est directement donnée à un jeune garçon tout en abandonnant l'école. Selon l'enseignante qui livre l'information, cela a découragé les parents et refuseraient d'envoyer les enfants à l'école.
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	- Cohabitation pacifique existante entre communautés d'accueil et déplacés. Cependant, un manque d'accès à la nourriture comme évoqué précédemment a commencé à engendrer des tensions entre les déplacés et les populations locales. - Le marché de Kparnganza n'a pas assez d'articles d'AME			

	- La communauté de Katoto, où il y a un autre marché à 25-30 km de villages visités, est trop différente. Ainsi, les deux communautés ne se fréquentent que très rarement. On peut évoquer un état de psychose vers Katoto malgré un certain rapprochement des communautés depuis début août grâce à des sensibilisations organisées par les Lendu et Hema conjointement.¹
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	- Une structure gérant les incidents rapportés n'existe pas. Toutefois, la population les rapporte aux chefs de localités ou de villages. Le manque de spécialistes de protection dans la zone ne permet pas de véritablement parler de l'environnement protecteur (Mbulo et Dhenda) - Certaines violations sont rapportées auprès des comités de jeunes.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	- Ils ont accès aux services mais ceux-ci sont éloignés et les latrines notamment ne sont pas assez nombreuses tout comme les points d'eau. - Les personnes, en majorité, défèquent à l'air libre, par manque des latrines. - L'accès aux champs est aussi un problème, les personnes craignent de s'y rendre comme les champs sont proches de villages de la communauté Hema. - De nombreuses rumeurs relatives aux attaques circulent, ce qui limite le mouvement des populations. - Pour faire face à la limite d'accès aux services de base, et faute de moyens, les font la réduction de nombre de repas par les adultes au profit des enfants. Le marché est resté fermé deux mois durant et la denrée alimentaire sur le marché quasi rare. Par conséquent, les personnes qui ont l'argent sont plus prioritaires au détriment de déplacés. En plus de cela, deux cas rapportés de décès des femmes lors de d'accouchement dans les deux semaines passées (lié à la distance qui sépare le centre de Santé de Loga et l'Hôpital Général de référence de Lita, ± 17Km sur une route a mauvais état). Les déplacés et les familles d'accueil vulnérables préfèrent l'opérationnalisation d'une clinique mobile pour un accès sécurisé aux soins de santé. - La déscolarisation des élèves, destruction et pillage de salles de classe mais aussi l'incapacité des parents à payer le minerval. C'est pourquoi la prise en charge en fourniture scolaire et la gratuité est recommandée.
Présence des engins explosifs	Actuellement, aucun cas d'incidents liés aux engins explosifs. Toutefois, la population avait trouvé une grenade que les hommes en armes ont laissé tomber. Le service de des FARDC sécurité s'en est chargé. Des cas d'incidents liés aux REG (Restex explosifs de Guerre) n'ont pas été enregistrés.
Perception des humanitaires dans la zone	Les déplacés attendent impatiemment l'arrivée des humanitaires. Au vu des besoins humanitaires dans la Zone, la présence humanitaire est un facteur encourageant et de réconfort.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
NA	NA	NA	NA	Nécessité d'amener une réponse multisectorielle et équitable dans la zone non assistée.

¹ Voir note de plaidoyer du cluster Protection

Gaps et recommandations	<u>Gaps</u> - Pas d'interventions humanitaires depuis avril (par PPSSP) <u>Recommandations</u> - Une meilleure consultation avec les communautés pour mieux coordonner la réponse Revoir l'impartialité humanitaire afin de cibler TOUTES les communautés et ne pas en privilégier une par rapport à l'autre.
--------------------------------	--

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Les déplacés du groupement Loga n'ont, jusque-là, reçu aucune assistance.	
Classification de la zone selon le IPC	IPC 2	
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Du point de vue alimentaire, la situation est dramatique. Les déplacés n'ont pas accès à leurs moyens de subsistance : les champs abandonnés et détruits et/ou dévastés par les assaillants ; pertes totales des outils aratoires et des semences stockées pour la saison prochaine. Actuellement la population recourt à des stratégies suivantes pour survivre : - Environ 80% de population réduisent le repas pris par jours ; - Plus de 85% recourent à la monotonie de repas principalement constitués des légumes feuilles, des tubercules et avocat provenant de ramassage. - Environ 32% de population passe des jours entiers sans manger suite au manque des moyens pour se procurer de la nourriture ; Environ 70% de la population déplacée recourt aux travaux journaliers pour subvenir aux besoins alimentaires et paiement de loyer.	
Production agricole, élevage et pêche	Dans la zone évaluée, les communautés d'accueil accèdent aux champs les plus proches mais par contre les ménages déplacés n'ont pas accès à leurs champs à cause de l'insécurité. Depuis le début de la crise, les déplacés affirment que le marché local de Tsalaka est resté fermé deux mois durant. Il a rouvert il y a seulement deux semaines. La majorité de la population des déplacés faisaient les champs dans la partie frappée par la crise, mais pour le moment ils n'ont pas accès aux terres arables et aux intrants agricoles de base. Il est à noter que la crise a eu un impact négatif sur la production et la consommation de certaines denrées alimentaires tel que le haricot, la pomme de terres, le maïs, l'oignon, ainsi que la cossette de manioc et le chou pommé. La présence de déplacés a un impact sur la production, ils ont abandonné leurs récoltes et sont obligés de consommer la production de la population autochtone.	

Situation des vivres dans les marchés

Actuellement un marché est opérationnel à Tsalaka, un autre à Kparnganza situé à 5 km de Tsalaka. Les habitants des villages environnants s'y rendent pour s'approvisionner en vivres et autres produits de première nécessité. Avec ces événements, certaines denrées alimentaires manquent sur les marchés locaux et/ou on en note une forte baisse de quantité. Cela est à la base de hausse des prix des denrées alimentaires

La crise de Djugu a sensiblement impacté sur la production agricole et aurait influencé significativement les prix des vivres sur les marchés locaux (Katoto, Bunia, Mungwalu, Barriere...)

- Augmentation des prix de quelques articles :

Articles	Prix avant la crise	Prix après la crise
Haricot (10 Kg)	5000 FC	8000 FC à 10 000 FC
Tomate (une boîte)	200 FC	500 FC
Viande (1 kg)	5 000 FC	10 000 FC
Poulet (1)	5000 FC	15 000 FC

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise

Pour faire face à la crise, les stratégies suivantes ont été développées par la population évaluée :

- La consommation des aliments à moindre valeur nutritive ;
- La diminution de la quantité et du nombre de repas par jour ;
- La consommation de plus en plus des aliments moins préférés et moins coûteux ;
- Les travaux journaliers contre les vivres ou argent.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
NA	NA	NA	NA	Aucune intervention pour l'instant

Gaps et recommandationsGaps

- Insuffisance de vivres : les personnes déplacées mangent difficilement une fois par jour ;
- Pas d'accès aux protéines animales
- Insuffisance d'intrants agricoles (surtout les Semences) pour les familles déplacées.

Recommandations

	- Organiser des distributions d'urgences et/ou foires aux vivres en faveur des personnes déplacées et Familles d'accueils non servis - Prévoir des foires et/ou distribution des semences et intrants agricoles pour les familles déplacées au cas où l'accès à la terre sera facile et pour les familles d'accueil de la zone - La Distribution de Cash pour les Ménages déplacés et Familles Hôte.
--	--

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Impact de la crise sur l'abris	- Les ménages déplacés éprouvent d'énormes difficultés pour s'abriter. Ils vivent dans une promiscuité dans de petits abris de 1m x 1.7 m à partager avec les familles d'accueil. - Cette population s'est déplacée brusquement sans prendre leurs biens ménagers (les articles ménagers essentiels) d'autres ont été calcinés et d'autres pillés dans la zone de provenance. - Les déplacés vivent en familles d'accueil et d'autres dans des sites spontanés. Ils ont érigé des huttes en chaume avec risque d'incendie. - Ils éprouvent des difficultés d'accès aux articles ménagers essentiels et abris. - Ils n'ont pas de moyens financiers pour s'ériger de bonnes huttes.
Type de logement	- Maisons louées à 7500 FC par mois - Maisons empruntées gratuitement - Sites spontanés
Accès aux articles ménagers essentiels	Les ménages déplacés n'ont pas pu amener les articles ménagers essentiels. Ils manquent les ustensiles de cuisine, les récipients de stockage d'eau, les literies, sacs découchages ainsi que les couvertures. La cuisson est effectuée à tour de rôle entre les ménages faute de manque des ustensiles de cuisine. Ils n'ont pas accès aux AME par manque de moyens financiers.
Possibilité de prêts des articles essentiels	La demande d'articles aux communautés d'accueil est très fréquente. Pour la cuisson, parfois il faut attendre que les autochtones terminent à préparer pour que les déplacés préparent après. Pour chercher de l'eau, les déplacés vivant en familles d'accueil empruntent des jerrycans et, ipso facto, la conservation devient difficile, car le propriétaire en a besoin. Ce qui, quelque fois, crée des conflits entre familles d'accueil et déplacés.
Situation des AME dans les marchés	Les AME ne sont pas tous disponibles dans les marchés de Tsalaka et Kparngaza. Les AME sont disponibles aux marchés éloignés se trouvant à Katoto et Bunia. Par ailleurs, coûtent très chers de sorte que les IDPs n'y accèdent pas facilement.

Faisabilité de l'assistance ménage

- L'assistance au niveau des ménages déplacés est faisable au niveau du groupement de Loga. Aucun conflit n'a été signalé au sein de la communauté. Pour la réussite de l'assistance dans la zone, il est essentiel d'impliquer les différentes familles d'accueil. Les conditions nécessaires requises sont réunies pour assister les ménages en AME.
- Les commerçants se disent être en capacité de fournir en AME nécessaires à couvrir l'assistance. Les AME sont indispensables pour les ménages déplacés et aux populations autochtones car ils partagent les AME et pourraient augmenter le nombre d'AME et renforcer cette cohésion sociale.
- Distribution directe possible

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	RAS	Aucune assistance en Abri ni en AME n'a été apportée en faveur des personnes déplacées et familles d'accueil vulnérables.

Gaps et recommandationsGaps

- Le manque d'articles ménagers essentiels dans les ménages (ustensiles de cuisine, récipients d'approvisionnement et de stockage d'eau (bidon et ou bassines); des literies, savon, sel etc. ;
- Pas accès à des abris qui répondent aux normes locales (les familles déplacées).
- Pour la plupart des cas, les abris ont des dimensions très réduites.

Recommandations

- Organiser une distribution des AME, Cash et /ou des foires aux AME en faveur des déplacés et Familles, d'accueil de la zone ;
- Distribuer des bâches pour la construction des abris d'urgence.

- **Moyens de subsistance**

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

Non

Moyens de subsistance

- L'agriculture et l'élevage sont les activités prioritaires en termes de source de revenu de cette population. En plus de ce deux, on y ajoute les petits commerces qui viennent au dernier plan.
- Actuellement, à cause de l'insécurité persistante dans le milieu de provenance et la perte des champs et produits stockés, les moyens de subsistance ont été sensiblement affectés par cette crise. La survie de la majorité des populations déplacées dépend des travaux journaliers agricoles et non agricoles. L'élevage des petits bétails ne se pratique presque pas étant donné que les cheptels ont été décimés par le conflit.
- D'autres déplacés se sont lancés dans l'exploitation artisanale des pierres précieuses.

	- Nombreux sont ceux qui dépendent de dons octroyés par les familles d'accueil.			
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Accès à des moyens de substance limité à cause de la crise qui perdure à Djugu. La population ne vaque pas en toute liberté dans leurs champs, ce qui impliquerait la rareté des denrées alimentaires et la hausse de prix sur les marchés.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune				
Gaps et recommandations	<u>Gaps</u> - Perte des moyens de subsistances par les populations déplacées pendant la crise ; - L'insécurité dans les Zones de provenance et les champs sont à la base du manque de revenu pour accéder aux marchés ; - Insuffisance d'activités génératrices de revenu pour les déplacés et familles d'accueil. <u>Recommandation</u> - Appuyer les ménages déplacés et familles dans la mise en œuvre des AGR (petits commerces). - Renforcer la sécurité dans la zone de provenance pour qu'il accède à la terre ; - Intégrer dans les réponses humanitaires des approches favorables à la mise en place des activités génératrices des revenus (cash).			

6.4 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	- Actuellement, les prix des produits agricoles ont été revus à la hausse sur les marchés de Tsalaka et de Kparnganza. - Toutefois, de petites quantités de haricots, de maïs, de pomme de terre et des légumes verts sont visibles sur les marchés. Cette rareté des denrées est conséquente à l'abandon des récoltes suite à l'insécurité.
Existence d'un opérateur pour les transferts	- Il n'existe aucune institution de Micro finance (IMF) où de transferts d'argent dans le groupement Loga. Certains opérateurs MPESA présents à Kparnganza ont une faible capacité en termes de service. - Le recours aux institutions de Microfinance de Bunia (Mecreco, TMB, FBN Bank...) est cependant possible pour l'assistance en Cash.

6.5 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Risque épidémiologique	- Il existe des cas de maladies diarrhéiques enregistrées au centre de santé de Loga. - Les ménages déplacés s'approvisionnent dans des points d'eau non potables dans une zone d'urgence non aménagées se trouvant à environs. Aucune adduction d'eau n'est signalée dans la zone. - Insuffisance des latrines hygiéniques (Observation des enquêteurs) ; - Absence de trous à ordures pour gérer les déchets ménagers ; - Non-respect des règles élémentaires d'hygiène (observation directe) - Eau non chlorée, difficulté de trouver du savon, pas de points d'eau à proximité (voir plus haut)
Accès à l'eau après la crise	- Les familles autochtones et ménages déplacés s'approvisionnent dans des sources d'eau non aménagées et/ou jadis aménagées mais non protégées actuellement et nécessitant des réhabilitations. - Kalanda : 1 source à 30 minutes de marche - Bau : 3 sources plus ou moins proches - Dheu : 2 sources dont une pas accessible et l'autre en mauvais état. - Il n'y a pas des latrines au site spontané de Bau. - Les dispositifs de lavage des mains n'existent pas. La seule école visitée en milieu d'accueil de Tchumbu n'a pas des dispositifs de lavage des mains alors qu'elle a plus de 520 élèves. Les latrines de l'école sont à réhabiliter.

Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitatif odeur, turbidité)
Zone 1			

Type d'assainissement	Travaux communautaires (Salongo)	Défécation à l'air libre : OUI
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	Non, car la grande partie de la population défèque encore dans la brousse.	
Pratique d'hygiène	- Ils se lavent les mains plusieurs fois par jour souvent avec la cendre s'ils ne trouvent pas le savon à Mbulo et Dhenda - Dans leur majorité, les habitants du groupement Loga se lavent les mains uniquement avec l'eau.	

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aménagement d'une source	PPSSP	Village de Mbulo	Déplacés et autochtones	C'est une source simple, aménagée récemment et

				répond aux critères WASH
Gaps et recommandations	<u>Gaps</u> - Accès compliqué à la seule source d'eau - Pas de pratiques d'hygiènes car manque de produits <u>Recommandations</u> - Distribuer kits hygiéniques et du savon - Mettre en place plus de points d'eau - Assainir l'eau - Réparer les robinets dans les écoles			

6.6 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• OUI, par SANRU pour le paludisme.	
Risque épidémiologique	La faible desserte en eau potable et le gap important en latrines constituent la vulnérabilité pouvant impliquer un risque épidémiologique. Les cas de diarrhée reçus au centre de santé de Loga sont nombreux. Il y a aussi manque de SRO et Ringer Lactate dans le stock.	
Impact de la crise sur les services	Les médicaments s'épuisent vite à cause de beaucoup de malades, y compris les déplacés.	- Il y a beaucoup de femmes enceintes nécessitant les interventions chirurgicales qui meurent dans la zone car, craignant pour leur vie, elles ne se rendent au HGR situé dans une zone hema, à Bawhere. Le CS de Loga a recensé trois cas connus, dont deux au CS et un dans la communauté depuis le mois de juin 2019. - Des cas de malnutrition graves et des cas de chirurgie nécessitant une référence au HGR ne s'y rendent pas pour la même raison.

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Indicateurs collectés au niveau des structures	CS Loga
Taux d'utilisation des services curatifs	22,20 %
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	57,30 %
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	37,20 %
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	29,10 %
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)	17,30 %
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	0,00 %

Services de santé dans la zone	Voir le tableau ci-dessous :
---------------------------------------	------------------------------

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines	
CS Loga	CS	10	2	10	7 sur 16	4	

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Prise en charge du paludisme	SANRU	AS de Loga	Toute la population, y compris les femmes enceintes.	

Gaps et recommandations

Gaps

- Bâtiments pouvant abriter le dépôt pharmaceutique, le service de consultation et l'hospitalisation.

Recommandations

- Construire en urgence un bâtiment pouvant abriter dépôt pharmaceutique, le service de consultation et d'hospitalisation. Pour le moment, les malades et les femmes qui ont accouché se retrouvent dans une même salle pour l'hospitalisation.
- Soutenir le CS de Loga par une dotation des médicaments traceurs.
- Dotation des kits PEP.
- Disponibiliser une ambulance pour le transfert des malades, particulièrement pour les cas de dystocies.

6.7 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Impact de la crise sur l'éducation	- Cette crise de Djugu a impacté sensiblement sur la scolarisation des enfants qui ont abandonné leurs écoles dans la zone de provenance et qui, à une semaine de la rentrée scolaire, n'ont pas encore l'espoir s'ils vont intégrer les écoles dans la zone d'accueil. - Leur intégration dans les écoles sur place pose déjà problème faute des frais scolaires et des fournitures scolaires ; mais aussi aux écoles de la place qui n'ont pas de capacité pour désengorger des effectifs pléthoriques qu'elles pourront enregistrées. - A Kparnganza, il n'y a qu'une seule école avec 6 classes pouvant contenir 10 personnes chacune alors que 157 enfants qui ont assisté à l'école l'an dernier (82 filles et 75 garçons) dont 46 enfants déplacés s'y rendent (22 filles et 24 garçons) - Dans la zone de départ, nombreuses écoles détruites Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ? ● Oui, l'année scolaire passée

	- Pas encore de précisions sur ceux véritablement scolarisés et la gratuité car nécessité d'attendre la rentrée	
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	- Les enfants sont en train de s'enregistrer pour la rentrée mais pas de possibilité de savoir encore combien d'enfants sont présents et vont à l'école par rapport au taux de ceux qui ne seront pas scolarisés. Toutefois, la capacité de l'école est très limitée	
Services d'Education dans la zone	Compléter le tableau ci-dessous : RAS, dans l'attente de la rentrée scolaire.	

Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionne l <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)
Total ou moyenne							

Capacité d'absorption	- Kalanda : école à 35 min pour les autochtones (avant c'était l'école de Lita, maintenant Loga pour raisons sécuritaires) - Bau : écoles I et II de Loga (1,5 Km) suffisantes pour les autochtones mais pas pour les déplacés qui n'ont même pas l'argent pour les frais scolaires. Il y a déjà une église utilisée comme école - Dheu : école de Jili (4 Km) mais les plus petits ne peuvent pas y aller (Note : il y a 3 enseignants dans le village et l'espace pour construire une école)
------------------------------	--

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
La réinsertion scolaire des IDPs et formation sur la bonne gouvernance	AVSI	Tchumbu		

Gaps et recommandations	- Il semble que les besoins des autochtones en matière d'éducation soient suffisamment couverts. Cependant, les enfants en déplacement ont de grandes difficultés à accéder aux écoles, soit par manque de places dans les écoles existantes, soit par manque d'argent, soit par manque d'écoles elles-mêmes. Comme l'année scolaire ne fait que commencer et qu'il n'y a pas de projets en cours de réalisation, on pourrait penser à des activités palliatives avec des enseignants locaux. <u>Gaps</u> - Capacité très limitée
--------------------------------	--

Recommandations

- Reprendre analyse lors de la rentrée scolaire
- Lors de la crise de juin, les élèves ont fui et n'ont pas pu passer leurs examens finaux donc voir comment reprendre cela.

7 Annexes

Annexe 1 : Démographie de l'évaluation : Liste des personnes interviewées / Liste et coordonnées des ouvrages visités / Liste et coordonnées des écoles, centres de santé et marchés visités / Nb de ménages visités par catégorie de ménages

N°	Noms	No tel	Fonction
1	Lombu Nyako Dieudonné (Kalanda village)	+24382813595	Chef de village Kalanda
2	Tikpashako Nyamo	+243825535180	Chef de village Mandro
3	Budhele Kpalo Innocent	+243822843046	Chef de groupement Loga
4	Ngadjole Mbutchu	N/A	Chef de village Dhenda
5	Bbura Kpagoro	+243814985677	Secrétaire de village Dhenda
6	Lirikpa Mbulo	N/A	Chef de village Mbulo
7	Singo Bakambu Charité	+243827549092	Professeur de Mbulo de l'école Lona Vutsi
8			

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation

N°	Nom post-nom et Prénom	Organisation	Fonction	Téléphone, courriel
1	Florence CARROT	UNHCR	Associate Protection Officer	+243823222388 carrot@unhcr.org
2	Moustapha Mahamidou	UNHCR	Associate Protection Officer (Cluster)	+243820525540 mahamidm@unhcr.org
3	Delphin MUKUNDE	PPSSP	Assistant AME et ABRIS	+243974927240, 819617246 delphinmukus@yahoo.fr
4	NGULINZIRA BUKOMBE	INTERSOS	Assistant de Protection	+243824274400 ngulifloris@gmail.com
5	Moise BYENDAGUSETSA B.	APROH DIV	CHEF DE PROGRAMME PROTECTION	+243994338075 ; 812743335. protectionaprohdiv@gmail.com
6	Patrick EKWANZA	ALDI	CI Cluster SECAL	+243817869880 patrickekwanzak@gmail.com
7	Moise MUHINDO	FAO	Chef de Sous-Bureau a.i.	0824158206, moise.muhindo@fao.org
8	Robert ABAINA	PPSSP	Superviseur Agronome/PPSSP	+243818859395, +243998989056 rbestabaina@gmail.com
9	ASUMANI	PADI		
10	Jean louis LUSHULI	AVSI	M&E et Co-Lead CWG	+243815705751 jeanlouislushuli@gmail.com

11	Love Kitabo	CDAEM	Coordonnatrice	0816059163, cdaem2019@gmail.com
12	Buma Nzalo Espérance	CDAEM	Animatrice	0812696856
13	Naomie Tchombe	AVSI	Ass IV & E	0826940043, ranaomie2003@yahoo.fr
14	Mariapia Vitali	AVSI	Chef de Base	0828626236, mariapia.vitali@avsi.org
15	Aimé Dhessaba	CARITAS BUNIA	Chargé de Projet	0823042527, aimedhessaba2017@gmail.com
16	Losigo Innocent	AJP	Superviseur	0812516183, innocentlosigo416@gmail.com
17	Appolinaire Mafuta	PPSSP	Superviseur	0820458641, aamafuta@gmail.com
18	Joel Kiramba	COOPI	Chef de Projet	0817465297, joelkiramba@gmail.com
19	Arsène Bura	CDAEM	Evaluateur	0812970863
20	Lombusi Yvanne	TROCAIRE	Superviseur	ylombusi@gmail.com
21	Claude Asumani	PADI	Coordinateur	0816616673, apadi342@gmail.com
22	Adolphe Tumaini	TROCAIRE	Superviseur de Projet	0813769685, tumainiadolphe2@gmail.com
23	Jean Louis Lusholi	AVSI	M&E	0815705751, jeanlouislusholi@gmail.com
24	Moïse Nzanzu	CEDERU	Agronome	0810452851, mnzanzu5@gmail.com
25	Samuel Mathe	CEDERU	Logisticien	0827050523, syvusamuel@gmail.com
26	Balthazar Ainda	OCHA	AHAO	0814831863, ainda@un.org

Photos